Geneviève Lefort, *L'Éducation des mères. Olympe Gevin-Cassal, inspectrice générale de l'enfance (1859-1945)*

Maurice Tournier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mots/20672>

DOI : 10.4000/mots.20672

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2012

Pagination : 142-145

ISBN : 978-2-84788-356-5

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Maurice Tournier, « Geneviève Lefort, *L'Éducation des mères. Olympe Gevin-Cassal, inspectrice générale de l'enfance (1859-1945)* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 98 | 2012, mis en ligne le 01 mai 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mots/20672> ; DOI : 10.4000/mots.20672

***L'Éducation des mères. Olympe Gevin-Cassal,
inspectrice générale de l'enfance (1859-1945)***

Geneviève Lefort

2011, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 290 pages

De la Belle Époque d'avant-guerre aux Années folles d'après-guerre, sans forcément sauter les années 1914-1918, certains salons très à la mode se sont ouverts ou rouverts à Paris. On discute entre artistes et grands de ce monde, chez Mme de Polignac, chez Anna de Noailles, chez la baronne de Jouvenel des Ursins (Colette) ou, encore peu chez Gertrude Stein et lors des derniers dimanches de Neuilly, chez Mme de Martel (dite Gyp, la «garçonne»). Ce ne sont pas ces salons-là que visite Geneviève Lefort, mais un lieu plus discret, où pourtant des intellectuels de toutes origines et orientations viennent discuter avec l'hôtesse, inspectrice générale des quartiers pauvres et des œuvres pour l'enfance, Olympe Gevin-Cassal, grande amie des Reclus, dont le géographe et l'ethnologue, du photographe Nadar, d'Anatole France, des psychologues et professeurs Payot et Claparède, de Lucien Descaves (l'anarchiste de *Philémon vieux de la vieille*, 1913)², d'Henri Monod (auteur des *Enfants assistés*, 1888), de Léon Bourgeois, le «solidariste» comme de Léon Daudet (qui fut plutôt à gauche dans sa jeunesse, avant de devenir l'antisémite de la *Libre Parole*).

Geneviève Lefort retrace, sur le vif d'une documentation de première main parfaitement exploitée, l'existence mouvementée d'une femme de caractère, passée de visiteuse des taudis et des exclus à inspectrice générale de l'enfance. Outre les célébrités masculines déjà citées, elle «reçoit» des féministes, des écrivaines, des pédagogues aussi diverses que Judith Gautier (académicienne Goncourt, fille de Théophile), Clémence Royer, franc-maçonne de longue date et créatrice de la «loge mixte» du «Droit humain» en 1882, Pauline Kergomard, du clan Reclus, son aînée aussi, fondatrice de l'«école maternelle»³ et en 1888 de l'association *Union française pour la sauvegarde de l'enfance*, la philanthrope féministe Marie Béquet, son amie, créatrice des «refuges-ouvroirs», Suzanne Brès, inspectrice des écoles maternelles, son enthousiaste disciple, et de multiples anonymes en quête d'un conseil ou d'une aide. Tous viennent au *Grenier* ou à d'autres rencontres, depuis le début du siècle, écouter une voix très documentée qui leur parle du «lait maternel», des associations «Goutte de lait», des «chambres d'allaitement», de l'«accouchement à domi-

2. Dont l'un des articles, dans *Le Journal* du 3 janvier 1903, ose parler, sous l'influence d'Olympe, de «l'Inassistance publique».

3. Depuis 1880, les «salles d'asile» pour enfants pauvres sont peu à peu remplacées par les «écoles maternelles», officiellement reconnues en 1881. Voir Jean-Nôel Luc, *L'invention du jeune enfant*, Paris, Belin, 1997.

cile», des «consultations prénatales», des «nurseries ou pouponnières»⁴, de la «Mutualité maternelle» qui essaime en France ses mutuelles féminines, de la nécessité d'une «éducation sexuelle», des missions de l'«Université populaire», etc. Ils apprennent là que la «mortalité du premier âge», qui était à Vienne de 18 % en 1894, est tombée à 7 % trente ans plus tard, grâce à une *hygiène*⁵ améliorée, etc. L'un des labels préférés qu'Olympe applique au centre de ses activités d'inspectrice est «puériculture» : elle entend par *puériculture* non plus la simple garderie mais une véritable science pratique inspirant une pédagogie rigoureuse. Elle regrette : «On envisage la crèche comme une garderie ou une sorte d'école maternelle, et non comme une œuvre d'élevage⁶ et de puériculture enseignant l'hygiène puéricole aux mères» (Gevin-Cassal, 1919) ; «Il est bon d'accepter pour les œuvres de l'enfance des aides bénévoles parmi les jeunes filles de la ville, après leur avoir fait un cours de puériculture pour, tout en soulageant le personnel surmené, leur apprendre leur futur rôle de mère de famille» (*ibid.*, 1922). Pragmatique, non révolutionnaire.

Son enseignement va plus loin. Elle fait partager aux amis du «grenier», et aux lecteurs de ses chroniques dans *La Fronde*, ses combats contre l'alcoolisme⁷, la syphilis, la prostitution, l'exclusion sociale des «filles-mères»⁸ – d'où la nécessité d'inventer pour elles les «refuges-ouvriers» –, contre les «orphelinats exploiters», les «crèches mal tenues» – dont il faudrait remplacer les «tenancières» par des directrices diplômées –, les «maisons de

4. Le mot anglais *nursery*, venu du français *nourrice*, est fort employé au début du 20^e siècle ; mais le mot français *pouponnière* résiste bien. Avec la guerre, les femmes devant remplacer les hommes mobilisés, les lieux d'accueil des enfants d'enseignantes sont plus que rares : «Hier, je vous ai envoyé par vos enfants le projet de pouponnière pour Nice... Cependant je critique le nom Nurserie. Celui de pouponnière est si joliment français : "Pouponnière du personnel enseignant", quoi de plus clair et consolant pour tant de douloureuses situations maternelles.» (Lettre de S. Brès à Olympe, 19 décembre 1915) *Nursery*, avec *y*, est le nom donné à la première crèche laïque créée en 1883 : «La Nursery de Grenoble, malgré la lourde dépense qu'elle occasionne à la municipalité, ne rend pas les services qu'elle pourrait rendre, n'ayant pas de personnel suffisant.» (Rapport d'Olympe, 1922)
5. «Il faudrait autour des tout-petits un personnel qualifié par de sérieuses études d'hygiène.» (Lettre de S. Brès à Olympe, 21 avril 1915) Le courant hygiéniste se développe en France à partir de la découverte par Pasteur des microbes (1865). Il concerne aussitôt de nombreux domaines tels que l'urbanisme, l'assainissement de l'eau et le ramassage des ordures, etc.
6. Pris au sens noble du verbe, bien entendu.
7. Disciple de Rousseau, de Pestalozzi, Fröbel et des Anglais, enthousiaste pour la psychologie de l'enfant enseignée à l'École des sciences de l'éducation de Genève par Claparède, Olympe prône les méthodes d'éducation à la rencontre de la nature, bref le «pleinairisme» : «Ils [les enfants] peuvent ainsi échapper à l'air vicié de la ville et profiter de la source inépuisable d'enseignements qu'est la nature... Avec la déchéance de la race, due à la vie artificielle de nos jours et aux tares de l'alcoolisme, forcément on arrivera à l'éducation pleinairiste.» (O. Gevin-Cassal, *Le Signal de Genève*, 1912)
8. Le label de «mère célibataire» apparaît sous sa plume en 1902 : «Plutôt que de chercher à dissuader les adeptes de Malthus, il est plus réaliste de lutter contre cette mortalité du premier âge, d'abord en aidant les familles démunies et les mères célibataires...» (O. Gevin-Cassal, «La dépopulation», *Revue bleue*, 26 juillet 1902). En 1898, elle ne parlait que de «filles-mères» («Filles-mères», *La Fronde*, janvier 1898, article cité dans Lefort, p. 169-171).

correction » et l'usage néfaste qui est fait de la « cellule » pour mater les enfants rebelles. À l'inverse, elle se fait, dans l'après-guerre, l'apologiste des « colonies de vacances » et « camps de vacances » inspirés du scoutisme de plein air initié par Baden Powell en 1908 :

Le ministère de l'Hygiène [de création récente] s'est proposé de connaître, autant que possible, le bilan des initiatives tant publiques que privées, dans le domaine de la préservation infantile, par le moyen des colonies de vacances et de toutes les œuvres similaires. Elle [l'Inspection générale] devait s'efforcer [...] d'établir quelques règles techniques et administratives susceptibles de guider le ministère de l'Hygiène dans un domaine où la nécessité d'une doctrine s'est si impérieusement fait sentir.⁹

Aucun enfant n'est laissé de côté, quel qu'il soit. Olympe se passionne pour « l'école sylvestre » d'une banlieue de Berlin où « toutes les classes qui peuvent être faites en plein air déversent dans la forêt le joyeux bataillon de ces débiles en train de conquérir la santé » (« L'école sylvestre », *Le Signal de Genève*, article cité dans Lefort, p. 193).

Toutes ces *étiquettes sociales*, pour certaines très nouvelles¹⁰, sont politiques, et Olympe le sait parfaitement, bien qu'elle ne se veuille d'aucun parti afin d'atteindre tout le monde, ne serait-ce que par ses articles de *La Fronde* (de Marguerite Durand) puis du *Signal de Genève* (de Claparède) et du *Volume* (de Payot)¹¹, articles qui font autorité. Ce n'est qu'en 1907 qu'elle accepte, sur l'insistance de Sarah Monod, de rejoindre le CNFF (*Conseil national des femmes françaises*), d'un féminisme résolu quoique modéré, plus suffragiste qu'anti-conformiste. En outre, Alsacienne par sa mère et « fille de l'un des fondateurs de la Ligue de la paix » (son père s'y opposait à Nietzsche), poussée par sa haine de la guerre, « négation de toute civilisation », et son engagement réaliste dans le pacifisme, dès 1912, avant « cette maudite guerre de 1914 », elle va jusqu'à souhaiter pour l'Alsace le « moindre mal » d'une « autonomie dans sa plus large acception » : « Souvenons-nous du petit conscrit d'Alsace qui, sur sa poitrine, en tatouages profonds, parodiait la hautaine devise des Rohan : Français ne puis, Allemand ne daigne, Alsacien suis. »¹²

Mais la meilleure preuve de l'action politique d'Olympe réside dans le fait que les revendications qu'elle porte peuvent se transformer non seulement en « règles » ministérielles ou en quelques subventions mais en « lois » parle-

9. O. Gevin-Cassal, *Rapport au ministre de l'Intérieur*, 1923, cité dans Lefort, p. 176.

10. À propos de la fondation d'un Institut Jean-Jacques Rousseau à Genève en 1912, Olympe Gevin écrit : « Les innovations qui davantage nous frappent, c'est que seront traitées : l'éducation sexuelle, l'éducation esthétique et l'éducation sociale. » (*Journal d'Alsace-Lorraine*, 19 octobre 1912)

11. Jules Payot annonce sa collaboration en ces termes : « Madame Gevin-Cassal, l'apôtre de l'enfance déshéritée qu'on trouve à la tête de toutes les œuvres où le sacrifice de soi est nécessaire, entreprendra une série de chroniques qui seront vivement appréciées des institutrices. » (Septembre 1900)

12. *Journal d'Alsace-Lorraine*, 29 août 1912, cité dans Lefort, p. 255.

mentaires, telles les lois de 1917 favorisant l'allaitement maternel sur les lieux de travail ou les propositions de loi du sénateur Strauss sur la protection des mères travaillant en usine ou en atelier et pour un repos de six semaines après l'accouchement, présentées et refusées au Sénat en 1899, refusées à nouveau en 1902 et finalement votées le 17 juin 1913, puis élargies à toute travailleuse au temps du Front populaire. Olympe Gevin-Cassal a compris qu'il ne suffit pas de maintenir les « bureaux de bienfaisance »¹³ pour résoudre à la base les problèmes sociaux. Il faut sans cesse innover, bousculer les préjugés et les lenteurs, et cela sans avoir peur de propager des mots nouveaux ou renouvelés, tels ceux dont ce compte rendu a tenté de se faire l'écho.

Maurice Tournier
Directeur de recherches émérite au CNRS
maurice.tournier@wanadoo.fr

13. Pour s'être prêtée au jeu d'informatrice anonyme auprès de Lucien Descaves, qui dénonce des administrateurs de la mairie de Passy et à la suite d'accusations portées contre elle, Olympe démissionne de ses fonctions de visiteuse du 16^e arrondissement. L. Descaves écrivait : « Les bureaux de bienfaisance, leur fonctionnement leurs abus, l'incurie qui préside aux distributions de secours, c'est le gâchis. » (*Le Journal*, 3 janvier 1903)